
ICANN84 | Réunion générale annuelle – Réunion des membres de Smart Africa et de GAC AF
Samedi 25 octobre 2025 – 16h30 à 17h30 IST

CHRISTINE ARIDA

Je suis membre du GAC, représentante au GAC de l'Egypte. Donc, je m'appelle encore une fois Christine Arida. Je suis la représentante de l'Egypte au GAC. Je suis vice-présidente du GAC et je suis heureuse de vous recevoir tous les collègues africains à cette réunion aujourd'hui. Le but de cette réunion, c'est justement d'examiner ou de réexaminer ensemble, avec nos collègues de Smart Africa et avec l'ICANN, de faire l'examen du questionnaire sur les priorités numériques et aussi d'examiner les stratégies pour le GAC Afrique. Donc, bien sûr, cela relativement au sondage que vous avez certainement tous déjà remplis. Donc, sans attendre plus, je voudrais passer la parole à Rodrigue de Smart Africa qui va nous présenter le but de cette session et comment nous allons procéder. Merci. Allez-y, Rodrigue.

RODRIGUE GUIGUEMDE

Merci à vous. Merci d'être avec nous aujourd'hui d'ailleurs. Donc, c'est un plaisir pour nous d'être ici et nous voulons faire un suivi pour voir si nous pouvons discuter de ces thématiques intéressantes à l'Afrique. Donc, je voulais... Je voudrais parler au

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

nom de Smart Africa et je voudrais aussi parler des points que nous recherchons à discuter durant cette se débat.

Encore une fois, c'est un honneur d'ouvrir cette séance de stratégie et de mettre en œuvre un effort pour améliorer, pour renforcer les voix de chacun aujourd'hui. Donc, nous allons parler de l'Afrique, de l'alignement stratégique pour [inaudible], pour très longtemps. L'Afrique a connu des obstacles. Il y avait aussi un manque de connaissance pour le DNS, pour les processus de l'ICANN. Il y avait aussi l'absence de connaissance au niveau international, au niveau gouvernemental, pardon. Il y a eu la stratégie du GAC qui... On a vu maintenant avec cette stratégie qu'il y a plus d'engagement, plus de participation au système multipartite et plus de participation au développement au niveau mondial.

Donc, il ne s'agit pas seulement de créer une nouvelle structure ici, mais de rendre l'ICANN plus pertinent pour l'agenda numérique de l'Afrique, en créant des discussions nationales, internationales et des priorités nationales à travers la coalition de l'Afrique numérique entre l'ICANN org et Smart Africa. On a déjà collaboré sur certaines initiatives, comme vous le savez déjà, et nous avons... Nous travaillons sur des sessions de renforcement de capacités, sur des débats. Et comme beaucoup d'entre vous sont déjà au courant de ce que nous faisons, et vous voulez juste...

Nous voulons justement faire du suivi avec vous puisque nous en avons la possibilité. Notre stratégie Afrique, dont on va parler a pour but de rendre l'ICANN plus pertinent à l'agenda des politiques

de l'ICANN et donc pour nous aider à être mieux engagés au niveau des discussions politiques et techniques, pour essayer de justement renforcer les carences ou combler les fossés. Nous voulons faire la promotion de la coordination internationale pour pouvoir mieux contribuer avec une voix unie pour ce qui est du débat mondial. Ça s'aligne avec la vision de Smart Africa pour ce marché numérique. Donc, je pense maintenant nous allons...

Nous voulons créer une approche et avec cette approche, nous pouvons créer une stratégie qui pourrait avoir un impact. Et pour cela, nous voulons faire du renforcement de capacité pour les gouvernements pour établir des canaux de communication. Ça, c'est très important. Donc, pour avancer, mon collègue va en parler. Nous avons besoin de mettre en œuvre une feuille de route pour pouvoir discuter de cela et pour essayer de commencer au plus tôt possible. Donc l'année prochaine, peut-être, mais nous allons parler de cela aujourd'hui pour voir ce que l'on peut faire concrètement les uns et les autres en collaborant. La gouvernance de l'Internet en Afrique va dépendre de notre capacité de collaborer, de travailler et de communiquer ensemble.

Les stratégies du GAC, c'est un point de départ d'un cadre de travail pour la coordination et la communication en Afrique et pour la participation à un modèle multipartite de l'ICANN. Ensemble, nous pouvons développer ou construire une Afrique qui n'est pas, qui ne participe pas simplement à la gouvernance de l'Internet, mais qui

peut aider à définir cette gouvernance. Voilà. Merci. C'est ce que je voulais dire pour commencer.

CHRISTINE ARIDA

Merci, Rodrigue. Je pense que ces mots arrivent au bon moment vers le GAC. Nous avons déjà entendu parler du plan stratégique ce matin durant une session, une séance. Donc, je pense qu'il est bon de dédier beaucoup de temps, beaucoup d'énergie sur la coordination à un certain niveau, pour que l'on puisse faire avancer les besoins de nos pays d'Afrique sur donc l'ordre du jour du GAC pour pouvoir développer l'économie du DNS aussi. Donc, pour cela, je vais passer la parole à Laurent qui va nous présenter les résultats de ce sondage.

LAURENT FERRALI

Merci Christine, merci à tous, merci et bon après-midi à tous. Merci d'être ici avec nous. Donc, rapidement. Rodrigue et Christine l'ont déjà dit, l'ont déjà mentionné, le problème auquel nous faisons face avec le GAC et surtout avec les membres du [Inaudible], nous avons... Comme l'idée n'est pas de repartir de la discussion avec le CAC, mais de nous concentrer sur les questions régionales et nationales en ce qui concerne les questions numériques. Donc l'idée, c'est de commencer avec les différents intérêts et donc d'avoir une connexion avec la résolution de ses intérêts. Donc, l'ICANN a un mandat très spécifique au niveau technique, mais

nous sommes en confiance. Pour relier différents points d'intérêts, nous pouvons trouver donc des débats au niveau du GAC.

Donc, l'idée c'est de fournir un développement des capacités, un soutien parce que, comme cela a été mentionné par Rodrigue, il y a des lacunes qui existent et certains gouvernements ne sont pas à l'aise pour parler de ces questions du numérique. Et, en raison, donc, de ces lacunes, de ce manque de formation, et donc ils ne sont pas toujours en mesure de participer. Il faut les former et les informer. Et, nous avons également besoin de coordonner tout cela pour ne pas créer une opposition entre les régions. Donc, le concept, c'est de s'assurer que l'Afrique et la région... s'assurer que ce qui intéresse l'Afrique et les membres du GAC provenant d'Afrique, donc, soit traité.

Donc, pour identifier, donc, les points d'intérêt, nous avons travaillé avec Smart Africa et nous avons fait un questionnaire. Et l'idée, c'est d'identifier Les points régionaux qui intéressent donc l'Afrique. Donc, on a effectué ce questionnaire. On a un formulaire qui a été soutenu par Smart Africa. Donc, cela a été effectué pendant l'été et le questionnaire a été battu, a été bâti, pardon, avec la participation de Smart Africa et de l'ICANN. Les questions ont été posées par Smart Africa. Donc, nous avons travaillé aux réponses. Donc, on a utilisé Smart Africa pour diffuser le questionnaire.

Et, nous avons un certain nombre de réponses. Un total de treize pays. Donc, un tiers des pays ont répondu. Mais, nous avons obtenu

beaucoup d'informations. Donc, nous sommes satisfaits. Et, nous nous sommes donc basés sur ce questionnaire. Et, il est important d'expliquer comment nous avons procédé. Nous avons une liste de thématiques que j'avais présentées d'ici quelques minutes. Donc, l'idée c'était donc de prioriser ce qui intéresse les différents pays d'Afrique.

Et donc, il y avait une méthode de note de 0 à 10. Donc, zéro, c'est une priorité nationale strictement et dix, c'est une priorité qui requiert une coordination régionale. Donc, ça nous a permis de différencier ce qui est au niveau national, ce qui est au niveau régional. Parce que régional, c'est un point de départ, mais nous essayons d'avoir donc une meilleure compréhension des résultats. Donc, à la suite de ce questionnaire et avec les réponses que nous avons analysé, nous avons eu cette première liste de priorités et nous avons la cybersécurité et la résilience. C'est très important.

Nous avons également les flots, les flux de données qui traversent les frontières et la localisation des données. Les technologies émergentes, c'est important aussi, comme l'intelligence artificielle, la gouvernance de l'Internet et la participation multipartite. Ça, c'est régional. La transformation numérique verte. Ça, c'est une forte convergence vers un leadership régional. Et, l'infrastructure numérique, c'est toujours une problématique pour différents pays. Nous avons l'inclusion numérique et la connectivité également, priorité partagée. Protection des données, respect de la vie privée, économie numérique, contenu local, la souveraineté numérique. Donc, ça, c'était à définir. Les

compétences numériques, l'éducation et les villes intelligentes, les smart city également.

Donc ça, ce sont des points qui sont débattus dans l'ICANN ou pas, parce que ce n'est pas toujours dans le cadre de référence de l'ICANN, mais c'est important d'avoir un débat interne à ce niveau, notamment avec l'équipe de développement des politiques, pour essayer de voir comment nous pouvons mettre cela en lien et que ces priorités soient débattues.

Donc, pour résumer, nous avons cinq priorités régionales qui émergent pour l'Afrique et pour la gouvernance, pour les régulateurs de l'Internet en Afrique. La cybersécurité en premier, les flots de données dépassant les frontières, la localisation des données, technologies émergentes, gouvernance Internet et participation multipartite, transformation numérique verte. La bonne nouvelle, c'est que, à partir de cette liste de cinq points donc... Ce questionnaire a été envoyé à des ministères, à des entités de régulation, pas à des représentants du GAC. Donc, je crois que c'est une bonne, une bonne nouvelle, cela.

Donc, l'ICANN ne peut pas parler de toutes ces problématiques, n'a pas de pertinence à ce niveau, au niveau de son mandat. On pourra voir cela de plus près tout à l'heure. Parce que je ne parle pas de la première liste des douze points. Donc, tout n'est pas en rapport avec des PDP de l'ICANN. C'est pour cela que nous devons avoir plus de débat avec l'équipe de développement des politiques, pour identifier potentiellement les débats au niveau du CAC.

Donc, la cybersécurité est en haut de la liste, la résilience. À ce niveau, l'ICANN fait beaucoup de choses et Le GAC ne parle pas souvent de cela, mais l'ICANN fait beaucoup en ce qui concerne le déploiement du DNSSEC en Afrique par exemple. Ça, c'est dans le cadre de tout le travail qui est fait pour l'Afrique, pour la localisation des données également. Là, nous avons un soutien au niveau des ccTLD et du développement des ccTLD dans le domaine du CDA. C'est notable. Nous avons beaucoup de localisation, de promotion des contenus locaux.

En ce qui concerne les technologies émergentes, nous avons travaillé au niveau de l'ICANN sur les technologies émergentes comme la blockchain. Et, en ce qui concerne la gouvernance de l'Internet et la participation multipartite, nous avons eu une session sur le SMSI qui est organisée à l'ICANN 84, la semaine prochaine, et nous avons une séance spécifique sur le SMSI 20 ans après.

En ce qui concerne la transformation numérique verte, et bien ça c'est quelque chose qui préoccupe beaucoup d'ONG, et je crois que beaucoup de ccTLD se préoccupent en effet de l'aspect écologique de leur travail. Donc, merci beaucoup.

CHRISTINE ARIDA

Merci beaucoup Laurent. Je crois que nous allons pouvoir maintenant débattre de tout cela.

RODRIGUE GUIGUEMDE

Oui, je pense que c'est bon. Merci beaucoup Laurent pour cette présentation. Je crois que cela décrit bien le processus et nous essayons à Smart Africa de travailler avec les différents pays pour des contributions pertinentes. Donc, ça a été un très bon processus. Et, maintenant, nous voulons vous montrer ces résultats et voir comment nous pouvons débattre de la pertinence de tous ces points. Et ensuite, nous pourrions envisager les prochaines démarches et étapes à effectuer.

Donc, Christina. Nous pouvons donc travailler avec les différents ministères et entités de régulation, obtenir un retour d'information sur ce questionnaire. Donc, je crois que c'est quelque chose que nous allons pouvoir proposer au groupe régional de travail peut-être. Il y a des processus qui existent déjà, il y a le renforcement des capacités sur différentes thématiques. Donc, ça, c'est un point de départ. Et véritablement nous voulons votre retour, nous voulons savoir ce que vous en pensez et nous pouvons donc aider les régions moins desservies. Et donc, je vais donner la parole, vous redonner la parole pour que vous puissiez gérer cela.

CHRISTINE ARIDA

Donc, si vous voulez réfléchir à cela, nous avons entendu les priorités et nous pouvons suggérer également ce que nous pouvons faire d'ici peu au niveau des activités, au niveau du développement des capacités en rapport avec l'Afrique. Donc, qui veut prendre la parole? Donc, peut-être qu'on peut mettre certaines des diapos à l'écran pour lancer les débats.

RODRIGUE GUIGUEMDE

Donc, ça, ce sont les thèmes pertinents. N'est-ce pas?

CHRISTINE ARIDA

Oui, allez-y! Est-ce que nous avons le français également?

LAURENT FERRALI

Oui, vous pouvez. Nous avons accès à la traduction et l'interprétation. Donc, est-ce que vous pouvez regarder? Je pense que nous avons des interprètes.

CHRISTINE ARIDA

Donc, nous avons une interprétation. Vous pouvez parler en anglais ou en français. Allez-y.

RODRIGUE GUIGUEMDE

Et, l'espagnol également.

CHRISTINE ARIDA

L'Espagnol est présent également.

REDOUANE EL HALOUI

Oui, merci beaucoup. Je m'appelle [Inaudible] Alaoui, je suis président de la Fondation donc des entreprises numériques pour l'Afrique. J'aimerais remercier Smart Africa pour tout ce travail qui a été effectué sur ce questionnaire, et nous avons eu de nombreux ateliers depuis des mois et des années, même à ICANN et nous

avons présenté. Donc, c'est un nouveau poste, une nouvelle fondation, donc qui représente plusieurs fédérations, parce que je suis également président de la fondation au niveau du Maroc, des technologies de l'information, communication, télécommunication, et cela représente plus de 300 entreprises et cela représente 5 milliards de dollars par an.

Donc, nous travaillons avec des pays comme le Nigeria, comme Djibouti, Rwanda et ainsi de suite, et nous représentons de nombreuses entreprises, et nous pouvons fournir des services technologiques. Nous sommes très intéressés par cette approche et cette méthodologie, et les différentes thématiques. Je vois la cybersécurité, les technologies émergentes, c'est tout à fait intéressant. Nous pouvons travailler là-dessus parce que nous avons différentes entreprises technologiques africaines qui peuvent répondre à ces thèmes et apporter des solutions.

Donc, il est important pour nous, Et effectivement, à la suite de ce questionnaire, de voir les actions que nous pouvons prendre. Je pense qu'il faudrait plus de 30 minutes ou plus d'une heure pour faire cela, parce que c'est très large. C'est une tâche vraiment importante qui nous attend, mais nous sommes extrêmement intéressés par travailler sur ces thèmes. Merci beaucoup.

CHRISTINE ARIDA

Merci. Je crois qu'il y avait une autre main de levée.

IBISO KINGSLEY-GEORGE

Oui. Bonne après-midi. Bonjour. Bonsoir. Je m'appelle Ibiso du Nigéria et mis à part le courriel, est-ce qu'il y a eu un suivi également? Et deuxièmement, je me pose la question est-ce qu'il est possible que plus de pays répondent au questionnaire? Parce que là, ce n'est que 24 % de l'Afrique qui a répondu. Donc, on pourrait avoir une meilleure représentation. Peut-être qu'on pourrait avoir une meilleure idée des réponses aux questions.

CHRISTINE ARIDA

Oui, c'est un point valide. Peut-être qu'en phase 2 on peut examiner ça. Merci pour votre commentaire. À vous, Monsieur.

VINCENT NGUNDI

Je m'appelle Vincent, je viens du Kenya. Je voudrais tout d'abord remercier Smart Africa et ICANN pour le questionnaire. Ça nous a permis d'obtenir beaucoup d'informations, ça nous a permis de comprendre les défis et les besoins. Donc, merci encore.

Ensuite, j'espère qu'après la session de demain, je pense qu'il nous faudra améliorer notre engagement en tant qu'africain, nous devons faire la promotion d'autorité de l'Internet en Afrique. Il faut qu'on s'organise. Il nous faut regarder tout cela avec une perspective africaine. Je sais que nous avons un groupe GAC africain, mais maintenant, je pense qu'il nous faut continuer sur l'initiative Smart Africa qui a été renforcée. On a une bonne plateforme, on est bien organisé pour nous engager en tant qu'Afrique, africain.

Ensuite, nous sommes tous au courant des soucis de gouvernance de l'AFRINIC. Et alors? Nous avons un nouveau conseil d'administration. Nous commençons. Nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge, mais nous voyons la lumière au bout du tunnel. Et maintenant, on peut participer activement au sein des activités de l'AFRINIC, si on peut le dire. Parce que les ressources IP sont critiques pour le changement numérique en Afrique. Donc, nous, en tant qu'entité gouvernementale, on doit être impliqué et on doit s'intéresser sur ce qui est du fonctionnement de l'AFRINIC en Afrique.

Alors, qu'il s'agit d'un groupe de travail de gouvernements africains ou d'autres organismes qui pourraient compléter le travail de ce groupe de travail, comme le Conseil des autorités gouvernementales africaines. Et bien, ce sont des bonnes choses qu'on peut souligner, mais on ne peut pas rester dans le silence, surtout lorsqu'il s'agit des questions de AFRINIC. L'ICANN sait qu'il y a des inquiétudes au niveau de l'AFRINIC et on doit s'assurer que tout se passe bien.

Nous avons aussi des questions sur la façon dont on peut [inaudible] les relations GAC au niveau de l'AFRINIC, pour que nous puissions avoir un GAC, AFRINIC qui pourrait nous aider avec les questions de politique publique, qui pourraient nous aider durant le processus d'élaboration politique. Il faut que l'on commence à examiner cela. Il nous faut regarder les premiers plans de Smart

Africa demain. C'est quelque chose que j'aimerais partager, bien sûr, pour moi-même en mon nom propre et pour mon pays.

CHRISTINE ARIDA

Je voudrais aussi donner mon opinion. Alors, c'est un des sujets que je voulais mentionner. Je pensais voir ça dans les priorités. Il s'agit de la gestion des adresses IP. Ça, c'est un sujet très important qui nous touche tous ce problème d'AFRINIC. Il y a un des facteurs importants. Il nous faut être présents dans la salle demain quand on va se retrouver avec l'ASO.

Pour qu'on soit aussi impliqués avec l'ICP 2, pour bien connaître les changements proposés. Est-ce que ces changements font face aux problèmes que l'on a soulevés avec la situation de AFRINIC? Est-ce qu'il y a des problèmes qui restent? Est-ce qu'il y a des suggestions à faire? Il nous faut nous engager. Et à mon avis, on va avoir besoin de renforcement de capacités à ce niveau. Il nous faut digérer toutes les informations pour pouvoir nous impliquer au niveau continental avec l'AFRINIC, que ce soit à travers des initiatives telles que Smart Africa ou même avec... Je ne me souviens plus comment ils appellent ça à l'AFRINIC. Je sais qu'il y a un groupe gouvernemental au sein de l'AFRINIC qui se retrouvent, qui collaborent aussi.

Donc, il nous faut nous engager à ce niveau là. Il faut bien comprendre ce qui va ressortir de l'ICP 2. Donc, on peut faire beaucoup de renforcement de capacités pour mieux comprendre

la nouvelle version. Donc le micro est toujours ouvert si quelqu'un d'autre veut intervenir.

RODRIGUE GUIGUEMDE

Quand on parle de la participation...

CHRISTINE ARIDA

On vous passera la parole après.

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE

Travailler un peu les interprètes, c'est la moindre des choses. Alors, c'est une question qui s'adresse plutôt à La vice-présidente Quand vous voyez la liste des cinq priorités. Quelles sont selon vous, celles dont vous pensez que ça rentre dans le cadre des travaux du GAC? Pour ma part, j'en vois certaines où je n'ai pas forcément une vision claire de comment connecter ces priorités aux travaux du GAC, mais vous êtes plus experte que moi sur le contenu des travaux du GAC. Est-ce que vous pensez que le GAC... Puisque on est bien d'accord que l'objectif final, c'est quand même que les pays africains soient plus actifs et plus proactifs dans le cadre des travaux du GAC. Donc, l'idée, c'est quand même que les priorités qui sont identifiées puissent rejoindre les axes de travail du GAC. Est-ce que vous pensez que le GAC est à même de couvrir ces cinq priorités, par exemple? Merci.

CHRISTINE ARIDA

Je peux faire une réaction très, très rapide. Si on élimine les deux premiers stratégiques, objectifs du GAC, qui sont plutôt visés sur l'effectif du GAC et le rôle du GAC dans l'ICANN, Je peux dire qu'il y en a deux de ces cinq résultats qui sont vraiment conformes avec les six autres. Alors, il y en a deux de six qui sont vraiment. Mais, il faut dire que c'est emerging technology Internet governance and multistakeholder participations qui correspondent, les trois autres ne sont pas vraiment, là, plus ou moins dans le, dans le stratégie du GAC. C'est juste pour répondre vite, mais...

RODRIGUE GUIGUEMDE

Dans mes propos, tout à l'heure, je disais que c'était que la première étape d'un processus. Et, là nous avons des thématiques qui sont assez larges parce qu'après, c'est de définir un peu des activités et des thématiques précises. Donc, comme l'a dit Christine, si vous prenez Internet governance and multistakeholders participations, vous aviez des thématiques qui peuvent toucher justement la gestion des infrastructures critiques telles que les IP Address et d'autres éléments d'interaction. Et donc, je crois que nous sommes dans la première étape, si nous arrivons à nous entendre sur les thématiques prioritaires. Après, bien sûr, les prochaines étapes nous permettront de décliner les sujets précis et comment est-ce qu'on les met en œuvre à travers du renforcement de capacités ou des webinaires. C'est ce que je voulais juste préciser.

CHRISTINE ARIDA

Oui, mais il faut aussi dire qu'ici on parle des priorités régionales. Si je me souviens bien du sondage, il y avait aussi le côté au niveau national. Alors, on peut vite remarquer qu'ici, il y a très peu de choses qui ont à faire avec les ccTLD, avec l'économie du domaine en général. Et en ce cas là, je pense que les états africains pensent que c'est une chose plutôt locale, nationale, et pour ça, ça n'existe pas dans ces résultats. Mais, c'est également important et c'est le bread and butter, si on peut dire, du GAC, de l'ICANN aussi, et c'est peut-être trois spécifiques priorités dans la stratégie du GAC qui sont aussi très importants pour les pays africains de mon avis.

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE

Le Sénégal.

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE

Merci à tous. Je vais repasser au français. Merci pour se sondage. De pointer du doigt des difficultés peut-être de la représentation des pays africains au niveau du GAC. Mais, moi je pense que le problème est plus profond, qu'on aurait dû faire un état des lieux. Parce que depuis quand même, comme vous le savez quelques années, la question revient, la même. La réactivité des pays africain de manière générale.

Et, je me souviens même qu'il y a des stratégies de manière générale pour l'Afrique. Maintenant, la question que je me pose c'est est-ce qu'on était allé jusqu'à faire l'état des lieux? Pourquoi les pays africains ne sont pas trop actifs au niveau des travaux du

GAC? Et, en général au-delà du GAC, c'est au niveau de l'ICANN. Et pourquoi? En partant de là, on pointe du doigt les difficultés et on essaie de faire, de mettre en place des solutions qui permet effectivement de l'adresser. Je pense que Vincent tout à l'heure avait parler de problèmes de gouvernance au niveau de l'Afrique et pourquoi on se retrouve dans une telle situation.

Et, je pense que ce sont des questions sur lesquelles on a besoin de travailler là-dessus et de vraiment aller dans les problèmes et trouver les solutions, de faire du bilan. Parce qu'on a tendance à faire beaucoup, beaucoup de réunions lors de chaque rencontre de l'ICANN, mais je me demande par rapport aux résultats. Sinon, on va continuer éternellement de se réunir et de trouver peut-être des documents, une bonne stratégie, mais in fine, on n'a pas aller creuser pour voir effectivement là où ça fait mal et essayer de l'adresser. Voilà.

Je salue quand même le travail de Christine au sein du GAC et l'ensemble des collègues, mais je pense qu'il faut qu'on passe à l'étape suivante être beaucoup plus concret. Et quand on vient en réunion, on vient avec des résultats. Qu'est-ce qui a été fait? En quoi? Qu'est-ce qui n'a pas été fait et pourquoi on n'a pas pu y arriver?

RODRIGUE GUIGUEMDE

Excusez-moi, je vais essayer de réagir très rapidement. Comme on n'a plus beaucoup de temps.

CHRISTINE ARIDA

Mais Rodrigue, il faut parler un peu moins vite.

RODRIGUE GUIGUEMDE

Non, ce que je voudrais dire ici. Ce que le Sénégal vient de mentionner est extrêmement important. Je pense que ça vient un peu à la suite de ce que la francophonie aussi a dit. Nous soutenons cela. Effectivement, nous devons venir aux réunions avec des résultats concrets. Alors, encore une fois, je voudrais dire que ce processus, je ne sais pas si c'est une première, peut-être Laurent me dira, mais je pense qu'on est au début d'un processus qui va nous permettre justement d'adresser ces questions. Après, nous essayons un peu de traiter aussi les sujets par compartiments, si je peux dire ainsi.

Par exemple, demain nous avons le sujet d'AFRINIC, bien sûr, qui viendra sur la table de la session, qui sera organisée. Et là-dessus, il y a quand même un certain nombre de achèvements de progrès réalisés qui sont là et avec des wayforward, avec un blueprint qui sera là, qui est concret. Et, comme l'a dit le Sénégal, je pense qu'elle a dit un point qui est extrêmement important, ce qui nous réunit aujourd'hui, c'est vrai que nous voulons adresser des sujets d'intérêt.

Mais le vrai problème, le fond du problème, c'est le niveau de réactivité et de participation des membres du CAC. Parce que pendant plusieurs années, on a constaté effectivement qu'il n'y

avait pas de réactivité et nous nous sommes dit effectivement que c'était peut-être aussi lié au fait que c'était souvent des sujets qui n'intéressaient pas. Et donc, c'est pour ça, cette opération permettra justement de recentrer et d'aller sur des sujets qui intéressent vraiment. Et, on a bon espoir que, effectivement, ça permettra de résoudre une partie ou la totalité du problème, même si effectivement, on reconnaît que le problème est profond. Donc, c'est ce que je voulais dire.

Et sur la question... Il s'agit de la représentation de la participation au niveau du questionnaire. Je voulais vous dire que cette participation est assez basse. Nous avons même pas 50 % des pays qui ont participé. Et donc, cette mauvaise participation, cette participation très basse est probablement due au fait qu'on n'a pas vraiment cet intérêt dont j'ai parlé de la part de certains pays, comme on en a parlé à l'ICANN ou au niveau du GAC et au niveau de l'ICANN en général.

Alors, ce que je voulais vous dire, c'est que, pour nous, on considère ça la première étape de notre prochain processus. Donc, durant la prochaine étape de la discussion ou du débat, on va pouvoir discuter de sujets plus détaillés, plus spécifiques. Et avec ce questionnaire, on va pouvoir continuer à l'envoyer au pays, bien sûr, pour savoir comment ils veulent contribuer, que ce soit durant les sessions du GAC ou... va de toute façon renvoyer une fois de plus les sondages.

Je voulais juste dire quelque chose rapidement. On a besoin de commencer quelque part. Et c'est pour ça que l'on dit parfois que l'on vient aux réunions. On parle trop, on n'a pas de résultats. Donc, c'est là qu'on veut commencer quelque chose de concret. On ne veut pas juste attendre que tout le monde s'intègre au système. C'est important pour nous que tout le monde soit d'accord. Non, je comprends vraiment ce que vous venez de vous dire au niveau de la participation assez basse, mais je voulais dire qu'on doit commencer quelque part pour pouvoir commencer à mettre la pression. Voilà, c'est ce que je voulais dire.

LAURENT FERRALI

Cette réaction Peut expliquer un peu d'où vient cette idée, ce nouveau plan entre guillemets, cette nouvelle stratégie en tant qu'ICANN, en tant que membres de l'équipe [inaudible]. Il nous arrive de rencontrer des ministres et des directeurs ou des présidents de régulateurs et ils nous demandent à quoi sert ICANN. Et donc eux, ils ont leur sujet. Et, si ICANN n'est pas connectée à leur sujet, ICANN n'est pas pertinent. Il faut parler à quelqu'un d'autre. Donc, c'est pour ça qu'on s'est dit, après de longues années malheureusement, qu'il fallait partir des problèmes des régulateurs, des ministères en Afrique, des sujets qui sont importants pour eux et de voir comment ça peut être transcrit dans des sujets qui peuvent être discutés au sein de l'ICANN. À ce moment-là, on rend l'ICANN pertinente parce qu'elle est capable d'intervenir sur un sujet d'importance pour un pays ou une région

en particulier. Donc, cette approche est un peu nouvelle parce qu'elle va aussi conditionner le renforcement de capacités.

Parce qu'à l'époque, il y a quelques années, le renforcement de capacités au GAC, c'était former des membres du GAC à participer à des discussions d'autres membres du GAC. Et parfois, il n'est pas très pertinent de former des gens à participer à des discussions d'autres personnes sur des sujets qui intéressent d'autres personnes. Donc, l'idée ce n'est pas de créer des activités de renforcement de capacités qui n'ont pas de sens, mais au contraire, c'est d'essayer de partir des problématiques. Et c'est pour ça qu'on a fait cette enquête. C'est partir de problématiques de pays et d'une région en particulier, et de là, voir comment l'ICANN peut être pertinente pour pouvoir aussi avoir des discussions à ce sujet là. Et, ce n'était pas un exercice facile, parce qu'il faut arriver à connecter deux mondes qui ne se sont pas beaucoup parlé pendant longtemps, mais c'est notre ambition.

Et, comme l'a dit Christine, elle a déjà remarqué des sujets qui peuvent être discutés au sein du GAC, et c'est tout à son honneur parce qu'elle a vu assez tardivement la présentation, donc elle n'a pas eu le temps beaucoup d'y réfléchir. Mais, on est en train de regarder exactement comment on peut rendre l'ICANN pertinents parce qu'on sait qu'elle n'est pas au cœur des discussions dans les gouvernements et les régulateurs en Afrique.

Mais justement, c'est partir des problèmes ou des sujets d'importance pour les gouvernements et les ministères. Donc, c'est

une approche qui est nouvelle, qui est nouvelle parce qu'on a un peu échoué avec les autres auparavant. Donc, on s'est un peu remis en cause et ça vient de là en fait. On a justement pointé les problèmes. Le problème, c'était l'approche que l'on avait pendant longtemps qui était de rester centré sur ICANN. Maintenant, c'est plutôt une approche qui est centrée sur les problèmes que rencontrent les sujets qui intéressent les pays africains. Donc, voilà le changement. On est un peu en rupture par rapport à ce qui était avant, par rapport à justement un bilan qu'on a fait du fait que la CAN n'était pas forcément pertinente pour beaucoup de pays. Et encore une fois, c'est un exercice qui était très simple, d'arriver à expliquer à un ministre en cinq minutes pourquoi ICANN est intéressante, pertinente pour son pays et on arrive vite à des difficultés. Parce que si je parle à un ministre des nouveaux gTLD, bon, c'est pas quelque chose qui va placer l'ICANN très haut dans son agenda. Donc, voilà, il faut arriver à avoir une approche plus régionale des sujets de manière à rendre l'ICANN pertinente. Et après, bien sûr, aider les membres du GAC de l'Afrique à participer en les formant pour qu'ils puissent porter leur voix. Merci.

CHRISTINE ARIDA

Merci beaucoup. Laurent. C'est très valide ce que vous avez dit. Je crois qu'il ne reste que dix minutes et je vois qu'il y a une feuille de route pour le développement des capacités. Donc, allez-y!

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE

Oui, je voulais rajouter quelque chose de très important après vous avoir écouté. C'est très important d'avoir les acteurs qui Il travaille dans la région. C'est pour cela que nous avons créé cette fédération et cette fondation. Parce que les chambres de commerce dans différents pays représentent de nombreuses entreprises. Et, c'est notre approche, parce que lorsque l'on parle avec une personne dans un ministère, vous avez son point de vue, juste son point de vue personnel. Mais, si vous parlez avec des acteurs qui représentent de nombreuses entreprises, par exemple, et bien là vous avez le point de vue, un point de vue général, les intérêts généraux, pas d'une seule entreprise, mais de nombreuses entreprises. C'est pour ça que je suis content de voir que Smart Africa travaille à cela et que nous avons cette nouvelle approche pour fédérer les acteurs. Et ce, au sens général.

CHRISTINE ARIDA

Merci beaucoup. Je crois qu'on a une dernière intervention de Rodrigue.

JIM DIGWE

Oui, Jim Digwe. Je suis chercheur sur la cybersécurité à Londres, au collège de Londres, Collège universel. Et, merci beaucoup de ces présentations tout à fait intéressantes. J'aimerais rebondir sur ce qui a été mentionné par le monsieur devant dans la salle. Je suis curieux du nombre de pays qui ont répondu. Parmi ces treize pays, est-ce que ce sont des pays qui sont sous représentées au GAC ou bien où est-ce qu'on réplique à ce que nous avons extrait? Est-ce

que ce sont des thèmes qui sont déjà représentés par des personnes qui vont aux réunions de l'ICANN?

Donc, quel est le rapport avec la feuille de route? Est-ce que ça va améliorer l'engagement et la participation de ces pays? Est-ce que nous avons mesuré cela? Est-ce que nous avons des indicateurs sur les pays qui ont répondu au questionnaire et sur leur situation et ou sur l'index de sécurité de l'UIT? Comment sont-ils placés? Est-ce que l'on le sait?

CHRISTINE ARIDA

Oui. Des points très valides. Je ne sais pas si Laurent a les informations maintenant, mais je crois que plus tard il pourra vous les donner. Mais, je pense que l'idée de ce questionnaire, ce n'est pas seulement d'avoir les pays sous représentés, mais les pays représentés qui ne s'engage pas beaucoup au GAC, parce que c'est le problème d'engagement qui se pose et c'est ce qu'a dit Laurent. Il faut qu'il y ait une pertinence des thématiques pour les pays africains et c'est peut-être pour cela qu'ils ne participent pas beaucoup. Donc, je ne sais pas si vous avez une rapide réponse à apporter.

LAURENT FERRALI

Oui, merci de votre question. Je n'ai pas la liste des pays. Parce que c'est Smart Africa qui l'a fait. Mais Smart Africa peut vous donner la liste des pays qui ont répondu. Et, il y a une différence à ce niveau. Les personnes qui ont répondu au questionnaire, ce ne sont pas les

représentants du GAC pour les pays. Nous, on a travaillé avec Smart Africa parce qu'ils ont des points de concentration et ils fonctionnent très bien Smart Africa.

Et, on peut en effet poursuivre ce questionnaire, peut-être lors d'une autre année pour avoir et collecter plus d'informations pertinentes. Mais, pour la liste des pays, parler à Smart Africa, je n'ai pas la liste maintenant.

CHRISTINE ARIDA

Donc, on va passer au point suivant. Merci Laurent. Nous allons parler de la feuille de route maintenant. Il ne reste que cinq minutes.

LAURENT FERRALI

Oui, je n'ai pas besoin de beaucoup de temps. Parce que ce n'est pas une question pour le leadership du GAC. Donc, merci beaucoup. En ce qui concerne les prochaines étapes, nous avons une stratégie pour le renforcement des capacités pour les membres africains du GAC. Donc, nous devons parler de cela avec le leadership du GAC et coordonner avec le groupe de travail des régions moins desservies, avec un plan de renforcement des capacités qui existe pour 2026.

Donc, voir si ce nouveau plan de développement des capacités peut rentrer dans le cadre mondial. Donc, vous avez le cadre régional pour l'Afrique et le cadre mondial de ce plan de renforcement des capacités, il faut travailler également avec le

ICANN org. Donc, on ne peut pas prendre des décisions véritablement. Donc, il faut que l'on tombe tous d'accord, si vous voulez. Et, la proposition principale, c'est d'avoir donc des activités un peu personnalisées et localisées. Fournir un soutien à un groupe de pays et donc apporter cela, à porter ces webinaires, notamment de renforcement des capacités et avoir des activités de renforcement des capacités, comme ce que nous avons fait aujourd'hui pour les gTLD. Aujourd'hui, on a parlé des gTLD. C'est important que tous les membres aient les mêmes informations et soient au même niveau. C'est important pour la communauté de l'ICANN.

Donc, voilà, le concept derrière tout cela, c'est que, à l'avenir, nous allons avoir des activités, des webinaires, de renforcement des capacités plus spécifiques, plus personnalisés pour des pays et sur des intérêts précis. Donc, on va travailler avec le leadership du GAC pour développer tout cela. Merci.

CHRISTINE ARIDA

Merci, Laurent. Moi, je suis limitée dans mon mandat. Je vais bientôt partir du GAC. Mais, de l'Ouganda, nous avons Gloria Katuuku, qui est vice-présidente et qui, je l'espère, va pouvoir reprendre le flambeau. Elle va être intégrée bientôt. Donc, je suis plutôt confiante. Nous allons poursuivre le travail pour l'Afrique et j'aimerais remercier Smart Africa une nouvelle fois et l'ICANN pour ses possibilités. Et bien, Rodrigue, nous allons pouvoir conclure

RODRIGUE GUIGUEMDE

Merci beaucoup Christine de ces remarques. C'est vraiment apprécié. Merci de votre soutien. Depuis le début, nous avons noté que vous allez continuer ce soutien et merci beaucoup. Nous sommes comme une famille au GAC et nous travaillons ensemble.

Et, ce que je voulais dire ici, c'est que, au nom de notre leadership et pour Smart Africa, merci également, nous allons continuer à nous engager comme nous l'avons fait pour AFRINIC. Nous avons essayé de trouver des solutions et nous savons maintenant que l'Afrique a besoin de ce renforcement des capacités et cette prise de conscience véritablement, c'est la première étape.

Et, je pense que nous devons être engagés. Nous devons pousser, avancer à tous les niveaux sur toutes ces thématiques et Smart Africa est disponible pour faire plus, pour développer l'Afrique numérique et avec des groupes de travail notamment. Et, j'aimerais vous inviter à venir à notre prochaine session. Demain matin, nous aurons une session sur la feuille de route que nous avons développée pour le continent. Et, ce cadre de référence sera présenté avec un rapport final. Rapport final provisoire. On va parler de [inaudible] notamment, et il y a des personnes qui sont très intéressées par cela. Il y a eu des consultations, processus de consultation, et on va en parler demain et nous allons avoir de bons débats, j'en suis sûr.

Et, nous avons une autre session lundi sur les ccTLD, et c'est quelque chose que nous voulons continuer à renforcer et cela fait

partie du développement des capacités. Donc, ça, c'est le travail de la coalition pour l'Afrique numérique. Donc, rejoignez-nous lundi également pour tous ces débats et nous allons continuer à rester en contact.

En ce qui concerne les informations sur les pays qui ont participé à ce questionnaire, je vous donnerai les détails et les résultats. Je ne sais pas par quel canal je peux le faire. Peut-être que la liste de diffusion GAC Afrique et vous aurez ainsi plus d'informations. Voilà, ce que je voulais vous indiquer. Est-ce qu'il y a une autre conclusion?

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE

Je voudrais signaler, et là je ne m'adresse qu'aux francophones. Désolé. Beaucoup d'entre vous ont dû recevoir une invitation pour une concertation des parties prenantes, des parties prenantes francophones qui va se tenir demain dans la salle du GAC. Je tiens à préciser qu'il y avait une petite erreur sur l'horaire. Ce n'est pas de 13 h 15 à 14 h, mais bien de 12 h à 13 h. Donc, après que nous ayons participé à la session de Smart Africa du matin, dans la foulée, les francophones peuvent poursuivre la réflexion sur les priorités du continent. Et là, pour le coup, des pays francophones dans la salle du GAC. Demain, entre 12 h et 13 h, toutes les parties prenantes sont invitées. Merci.

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE Ce qui est le moment du lunch break, juste pour que tout le monde.
..

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE C'est pendant la pause repas. Je vais essayer de fournir quelques sandwiches quand même pour ceux qui sont très affamés.

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE Comme résultat du document du document du GAC dont on va parler demain, est-ce qu'il serait possible d'avoir la première version pour qu'on puisse lire cela avant la réunion?

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE Oui, je vais l'envoyer, je vais l'envoyer.

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE Merci beaucoup.

CHRISTINE ARIDA Et, j'invite tout le monde à ce débat et nous allons continuer à échanger des idées. Nous apprécions beaucoup ce processus et nous remercions Smart Africa pour cette feuille de route et tous ces éléments que vous avez apportés. Donc, nous avons la liste de diffusion pour le GAC Afrique, et nous pouvons utiliser cela pour rester en contact et continuer à faire un engagement fort. Je vous remercie toutes et tous de votre participation et je lève la séance. Merci.

L'enregistrement est maintenant terminé.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]